Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 122
Septembre 2020

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Le capitalisme sauvage ne s'apprivoise pas

Dans les années 90, j'avais l'habitude de me disputer avec des amis russes sur le capitalisme. C'était une époque où la plupart des jeunes intellectuels d'Europe de l'Est embrassaient avidement tout ce qui était associé à ce système économique particulier, alors même que les masses prolétariennes de leur pays restaient profondément méfiantes. Chaque fois que je remarquais un excès criminel des oligarques et des politiciens tordus qui privatisaient leur pays dans leurs propres poches, ils haussaient simplement les épaules.

«Si vous regardez l'Amérique, il y avait toutes sortes d'escroqueries comme celle-là au 19ème siècle avec les chemins de fer et autres», je me souviens d'un joyeux ange russe à lunettes qui m'expliquait il y a une vingtaine d'années : «Nous sommes encore au stade sauvage. Il faut toujours une ou deux générations au capitalisme pour se civiliser.

«Et vous pensez en fait que le capitalisme fera cela tout seul?»

«Regardez l'histoire! En Amérique, vous avez eu vos barons voleurs, puis – 50 ans plus tard – le New Deal. En Europe, vous aviez l'État-providence… »

«Mais, Sergei», protestai-je (j'oublie son vrai nom), «cela ne s'est pas produit parce que les capitalistes ont simplement décidé d'être gentils. Cela s'est produit parce qu'ils avaient tous peur de vous.

Il semblait touché par ma naïveté.

À cette époque, il y avait une série d'hypothèses que tout le monde devait accepter pour même être autorisé à entrer dans un débat public sérieux. Ils ont été présentés comme une série d'équations évidentes. «Le marché» était équivalent au capitalisme. Le capitalisme signifiait une richesse exorbitante au sommet, mais il signifiait également un progrès technologique rapide et une croissance économique. La croissance signifiait une prospérité accrue et la montée d'une classe moyenne. La montée en puissance d'une classe moyenne prospère, à son tour, équivaudrait toujours en fin de compte à une gouvernance démocratique stable. Une génération plus tard, nous avons appris qu'aucune de ces hypothèses ne peut plus être considérée comme correcte.

La véritable importance de la superproduction de Thomas Piketty, Capital in the 21 st Century, est qu'elle démontre, dans des détails atroces (et cela reste vrai malgré quelques petites querelles prévisibles) que, dans le cas d'au moins une équation de base, les chiffres ne s'additionne pas. Le capitalisme ne contient pas de tendance inhérente à se civiliser. Laissé à lui-même, on peut s'attendre à ce qu'il crée des taux de retour sur investissement tellement supérieurs aux taux globaux de croissance économique que le seul résultat possible sera de transférer de plus en plus de richesse entre les mains d'une élite héréditaire d'investisseurs, pour l'appauvrissement relatif de tous les autres.

En d'autres termes, ce qui s'est passé en Europe occidentale et en Amérique du Nord entre 1917 et 1975 environ – lorsque le capitalisme a effectivement créé une forte croissance et une réduction des inégalités – était en quelque sorte une anomalie historique. Les historiens de l'économie se rendent de plus en plus compte que c'était effectivement le cas. Il existe de nombreuses théories expliquant pourquoi. Adair Turner, ancien président de la Financial Services Authority, suggère que c'est la nature particulière de la technologie industrielle du milieu du siècle qui a permis à la fois des taux de croissance élevés et un mouvement syndical de masse. Piketty lui-même souligne la destruction du capital pendant les guerres mondiales et les taux élevés d'imposition et de réglementation que la mobilisation de la guerre a permis. D'autres ont des explications différentes.

Il ne fait aucun doute que de nombreux facteurs étaient impliqués, mais presque tout le monde semble ignorer les plus évidents. La période où le capitalisme semblait capable de fournir une prospérité large et étendue était aussi, précisément, la période où les capitalistes estimaient qu'ils n'étaient pas le seul jeu en ville: lorsqu'ils faisaient face à un rival mondial dans le bloc soviétique, les mouvements anticapitalistes révolutionnaires d'Uruguay à la

Chine, et au moins la possibilité de soulèvements ouvriers chez eux. En d'autres termes, plutôt que des taux de croissance élevés permettant une plus grande richesse pour les capitalistes, le fait que les capitalistes ressentaient le besoin d'acheter au moins une partie de la classe ouvrière plaçait plus d'argent entre les mains des gens ordinaires, créant une demande croissante des consommateurs. Il était lui-même largement responsable des taux remarquables de croissance économique qui ont marqué «l'âge d'or» du capitalisme.

Depuis les années 1970, alors que toute menace politique significative s'est retirée, les choses sont revenues à leur état normal: c'est-à-dire aux inégalités sauvages, avec un 1% présidant à un ordre social marqué par une stagnation sociale, économique et même technologique croissante. C'était précisément le fait que des gens comme mon ami russe croyaient que le capitalisme se civiliserait inévitablement qui garantissait qu'il n'avait plus à le faire.

Piketty, en revanche, commence son livre en dénonçant «la rhétorique paresseuse de l'anticapitalisme». Il n'a rien contre le capitalisme lui-même – ni même, d'ailleurs, contre l'inégalité. Il souhaite juste vérifier la tendance du capitalisme à créer une classe inutile de rentiers parasites. En conséquence, il soutient que la gauche devrait se concentrer sur l'élection de gouvernements dédiés à la création de mécanismes internationaux pour taxer et réglementer la richesse concentrée. Certaines de ses suggestions – un impôt sur le revenu de 80%! – peut paraître radical, mais nous parlons toujours d'un homme qui, ayant démontré que le capitalisme est un aspirateur gigantesque aspirant la richesse entre les mains d'une petite élite, insiste pour que nous ne débranchions pas simplement la machine, mais essayions de construire un aspirateur aspirant dans la direction opposée.

De plus, il ne semble pas comprendre que peu importe le nombre de livres qu'il vend, ou les sommets qu'il tient avec des sommités financières ou des membres de l'élite politique, le simple fait qu'en 2014 un intellectuel français de gauche peut en toute sécurité déclarer qu'il ne veut pas renverser le système capitaliste mais seulement le sauver de lui-même est la raison pour laquelle de telles réformes ne se produiront jamais. Les 1% ne sont pas sur le point de s'exproprier, même si on leur demande gentiment. Et ils ont passé les 30 dernières années à créer un verrou sur les médias et la politique pour s'assurer que personne ne le fera par des moyens électoraux.

Étant donné qu'aucune personne saine d'esprit ne souhaiterait faire revivre quoi que ce soit comme l'Union soviétique, nous n'allons pas non plus voir quelque chose de semblable à la social-démocratie du milieu du siècle créée pour la combattre. Si nous voulons une alternative à la stagnation, à l'appauvrissement et à la dévastation écologique, nous allons simplement devoir trouver un moyen de débrancher la machine et de recommencer.

David Graeber

David Graeber et l'anarchisme

La disparition prématurée de l'anthropologue et activiste David Graeber a provoqué une vive effervescence sur les réseaux sociaux et fait la une de la presse internationale: à la fois en reconnaissance de la valeur intellectuelle de son travail considérable et précieux et de son activisme militant.

Une reconnaissance largement méritée. Non seulement en raison de l'intérêt que ses travaux de recherche, dans le domaine de l'anthropologie et de la philosophie politique, ont suscité, à l'intérieur et à l'extérieur des champs académiques, mais aussi parce qu'il était un militant infatigable et constant. Deux facettes indissociables qui lui ont permis d'offrir – à la fois – un vaste panorama de l'expérience humaine et des conclusions utiles pour lutter contre l'autoritarisme et les inégalités dans nos sociétés.

Constitués pour la plupart par des travaux de recherche académique, sur le terrain et bien documentés, ses travaux ont eu un grand impact dans le monde de la science et de la culture, faisant de lui un anthropologue connu et reconnu dans le monde entier. Ce qui ne l'a pas empêché de rendre sa pensée et son érudition accessibles à la grande majorité des lecteurs.

Un travail d'enquête et de diffusion démocratique qui a très vite trouvé un écho et un soutien dans les médias de gauche radicale. Non seulement pour ses positions publiques, mais aussi pour son implication active dans les conflits et luttes sociales. Au point de devenir une «célébrité» médiatique mondiale en tant qu'activiste et « anthropologue anarchiste ». Une notoriété qu'il a toujours mise au service de ces causes.

Par conséquent, dans cette reconnaissance posthume, il y a eu de fréquentes références – plus ou moins bien intentionnées – à son militantisme anarchiste et à sa conception de l'anarchisme. Bien qu'insistant surtout sur le fait qu'il n'aimait pas être qualifié d '« anthropologue anarchiste », car, pour lui, l'anarchisme est une pratique et non une identité: «l'anarchisme se fait, ce n'est pas ».

Une conception de l'anarchisme qui le conduit à l'activisme dans les mouvements anti-mondialisation, puis à Occupy Wall Street et dernièrement au Rojava, considérant ces mouvements très enclins à devenir anarchistes

dans leur praxis et dans la lutte contre les inégalités et la domination. Une lutte qui s'inscrit de plus en plus en coordonnées éthiques, humaines, et de moins en moins en coordonnées idéologiques. Non seulement parce que les appareils de persuasion et de coercition sont plus mobilisés – depuis une trentaine d'années – pour gagner la guerre idéologique, que pour imposer le système par la force, mais aussi parce que le mode de production actuel est fondé sur des principes «moraux» consuméristes. (le droit de consommer) plus qu'économique et d'être des objets de désir toujours des objets imaginés.

C'est pour tout cela que cette conception de l'anarchisme me semble, en plus d'être pertinente, hautement d'actualité, et qu'au-delà d'y penser David Graeber et correspondant largement à son militantisme activiste, il la considère comme une conception logique, cohérente avec les origines de l'anarchisme et valable pour tous les temps et toutes les circonstances.

L'anarchisme: une pratique et une pensée d'action

Bien sûr, ce n'est pas nouveau et ce n'est pas David Graeber qui l'a découvert, ni le premier qui l'a défendu avec une telle conviction. Avant lui, bien avant, sinon pour toujours, l'anarchisme a été conçu comme une manière non autoritaire de se comporter, de lutter contre toutes les formes d'autoritarisme et de rejeter les dogmes et les orthodoxies. En tant que jeune homme, j'ai été blâmé – dans la revue du Grupo Tierra y Libertad des anarchistes espagnols exilés au Mexique – pour avoir affirmé dans un article que l'anarchisme était une pratique et non une philosophie, une doctrine, une idéologie.

Il convient de rappeler que, bien que dans l'histoire conventionnelle l'anarchisme et le marxisme soient présentés comme des idéologies très proches dans le temps et les objectifs, la vérité est que, contrairement au marxisme, qui émerge de l'esprit de Marx comme Construction théorique, l'anarchisme ne découle d'aucun esprit particulier, bien que de nombreux penseurs se soient déclarés anarchistes. La preuve: les écoles du marxisme (léninistes, maoïstes, althussériens …) et leurs courants (lacaniens, foucaultdiens …) ont généralement des fondateurs, alors que celles de l'anarchisme émergent presque toujours de principes ou de pratiques organisationnelles (anarcho-syndicalistes et anarcho-communistes , insurgés et plate-formes, coopératives, individualistes, etc.).

Des principes et des pratiques (entraide, association volontaire, prise de décision égalitaire) qui sont en réalité aussi vieux que l'humanité. Et on peut en dire autant du rejet de l'État et de toutes les formes de violence structurelle, d'inégalité ou de domination, pour s'être produit depuis lui et celles-ci ont existé. Donc rien à voir avec une théorie idéologique générale ou une doctrine étonnamment nouvelle, mais plutôt comme une tendance persistante dans l'histoire de l'humanité et de la pensée humaine.

Ce n'est donc pas seulement l'existence -depuis des temps immémoriaux- de ces pratiques, d'horizontalité radicale et d'auto-organisation, qui ne permet pas de considérer l'anarchisme comme une construction théorique, une doctrine ou une idéologie, il est également empêché par le résultat catastrophique de ayant réduit sa praxis à une déclaration ou une position idéologique. Une autre chose est le besoin de réflexions théoriques, sur ces pratiques anciennes et spontanées, pour favoriser leur développement dans la société d'aujourd'hui; Eh bien, penser et vivre l'anarchisme, en tant que pratique constante et quotidienne de liberté et d'égalité, ne suffit évidemment pas à changer le cours de l'histoire. Pas même pour éviter les intrusions du pouvoir dans notre vie quotidienne.

Anarchisme ou mouvement révolutionnaire du 21e siècle

Dans un ouvrage de 2004 portant ce titre, ses auteurs, David Graeber et l'anthropologue yougoslave Andrej Grubacic, considéraient que « l'ère des révolutions n'est pas terminée » et que « le mouvement révolutionnaire mondial du XXIe siècle n'en sera pas un qui n'a pas ses origines autant dans la tradition du marxisme, voire d'un socialisme restreint, mais de l'anarchisme ». Une conviction fondée sur le fait que « de l'Europe de l'Est à l'Argentine, de Seattle à Bombay », les idées et principes anarchistes « généraient de nouvelles visions et rêves radicaux ». Eh bien, bien que ses représentants ne se soient pas proclamés anarchistes et se soient donnés d'autres noms (» autonomisme, anti-autoritarisme, horizontalité, zapatisme, démocratie directe… »), En tous ces lieux les principes fondamentaux étaient:« la décentralisation, l'association volontaire, l'entraide, les réseaux sociaux, et surtout, le rejet de toute idée que la fin justifie les moyens, encore moins le but de la révolution est de prendre le pouvoir de l'État pour imposer sa propre vision .

Pour eux, l'anarchisme, en tant qu '« éthique de la pratique » (l'idée de construire une nouvelle société au sein de l'ancienne société) était devenu l'inspiration fondamentale du « mouvement des mouvements » (dont les auteurs faisaient partie) , dont l'objectif était, dès le départ, «d' exposer, de délégitimer et de démanteler les mécanismes du pouvoir tout en gagnant en son sein des espaces d'autonomie et de gestion participative toujours plus larges ».

Or, si l'intérêt croissant pour les idées anarchistes au début du XXIe siècle est réel et provient – en grande partie – de la rupture produite dans les années 60 et 70 entre les générations d'anarchisme, lorsque les plus jeunes dénonçaient les habitudes sectaires du siècle dernier et participaient activement aux mouvements féministes, environnementaux, contre-culturels et indigènes, en réalité ce boom, des formes du fonctionnement acratique, est le résultat de l'intérêt des nouvelles générations à expérimenter des formes plus démocratiques du processus décisionnel . En d'autres termes, créer une culture alternative de la démo-

cratie plutôt qu'un objectif préfiguratif du monde qu'ils veulent créer à travers elle.

La raison est évidente, la nouvelle génération s'intéresse beaucoup plus à la manière de fonctionner, et de fonctionner maintenant, qu'à argumenter « sur les subtilités de l'idéologie » pour préfigurer ce monde et lutter pour le rendre possible. Qu'est-ce, en principe, qu'un pragmatisme légitime et prometteur à long terme; mais cela, dans l'immédiat, laisse le champ libre à la politique institutionnelle de récupérer – avec l'appât de la « participation » aux décisions institutionnelles et d'une « économie participative » au sein du système capitaliste – ces pratiques acratiques.

Bien sûr, cette reprise politique ne peut empêcher le retour de l'anarchisme au centre de la créativité révolutionnaire, ni que ses promoteurs soient obligés de reconnaître ou, du moins, de souligner la proximité de leurs idéaux politiques avec une vision anarchiste de la démocratie. Mais, évidemment, cela ne nous permet pas d'affirmer que l'anarchisme est « le mouvement révolutionnaire du 21e siècle ». Bien que, comme le reconnaissent les auteurs de ce texte dans leur conclusion, il s'agit d'un «processus de longue haleine» et «le siècle anarchiste ne fait que commencer ».

En plus d'être de plus en plus évident que l'aggravation des problèmes d'inégalités sociales, depuis l'effondrement financier de 2008, et la préservation de la vie, en raison de la gestion capitaliste catastrophique de la pandémie COVID-19, pose avec une extrême urgence la nécessité vitale de changer le cours de l'histoire humaine.

« Comment changer le cours de l'histoire »

Dans un autre ouvrage, publié en 2018 sous ce titre, David Graeber et le jeune archéologue britannique David Wengrow ont dénoncé la grande histoire inspirée par Rousseau des « origines » de l'humanité et le grand récit téléologique de la « civilisation », qui accompagne. Non seulement parce que ce récit a été réfuté par une quantité écrasante de preuves archéologiques et anthropologiques, mais aussi parce qu'il accrédite l'idée que nous ne sommes que des « spectateurs impuissants » pour changer «la réalité et les hiérarchies » qui y seraient inhérentes.

Son analyse, basée sur le « temps long», dans l'histoire et dans les dernières contributions à l'archéologie, il a montré – au contraire – les circulations nombreuses et réversibles entre sociétés nomades et sédentaires, entre communautés étendues et restreintes, entre organisations sociales hiérarchiques et égalitaires. De même que l'égalité n'est pas seulement réalisable dans le cadre de communautés restreintes et que l'inégalité n'a pas nécessairement été le prix à payer pour le développement des sociétés humaines et notre confort. Ce qui a réfuté l'idée que l'intérêt personnel et l'accumulation du pouvoir étaient et sont les forces immuables derrière le développement des sociétés humaines. En plus de renforcer l'idée que le basculement entre égalité et inégalité, entre autoritarisme et horizontalité, il était rythmé dans la vie sociale préhistorique par des rythmes saisonniers. Car ce sont les variations saisonnières – depuis le début de l'humanité – qui ont permis aux êtres humains d'expérimenter, en pleine conscience, différentes possibilités sociales en fonction de leurs besoins.

Cette flexibilité institutionnelle est la preuve de la capacité des humains à se libérer, quelle que soit la structure sociale, chaque fois que les circonstances l'exigent. Par conséquent, la vraie question – comme le soulignent Graeber et Wengrow – n'est pas de s'interroger sur l'origine des inégalités sociales, mais pourquoi l'acceptons-nous? Et ceci bien qu'il n'y ait aucune preuve que les structures de pouvoir pyramidales sont la conséquence nécessaire d'une organisation à grande échelle, et que les circonstances actuelles nécessitent un changement radical au cours de l'histoire pour préserver notre existence même.

Il est vrai que la perte de liberté la plus douloureuse commence à petite échelle – au niveau des relations de genre, des tranches d'âge et de la servitude domestique – et que c'est là que nous vivons des relations dans une grande intimité, accompagnées simultanément des formes les plus profondes de violence structurelle. Mais cela ne suffit pas pour expliquer pourquoi l'espèce humaine ne réagit pas à un pouvoir et à un système qui la mettent en danger de disparition. Car, bien qu'elle soit une nécessité vitale pour notre espèce, cette réaction ne se produit pas, malgré le fait que, comme Graeber et Wengrow le rappellent pertinemment, « les pièces sont toutes là pour créer une histoire du monde entièrement différente ».

Comment ne pas être d'accord avec eux que « si nous voulons vraiment comprendre comment il est devenu acceptable pour certains de transformer la richesse en pouvoir, et pour d'autres de se faire dire que leurs besoins et leur vie ne comptent pas, c'est là que nous devons regarder ». De plus, » c'est là que le travail le plus difficile de création d'une société libre devra être fait « . Cependant, il me semble qu'il sera très difficile de produire cette œuvre sans se libérer d'abord de l'inertie existentielle qui nous maintient liés à la normalité capitaliste dans laquelle se développent nos existences. Plus que « aveuglé par nos préjugés pour voir les implications », par confort ou par peur de sortir de la normalité. Et cela bien que sachant maintenant où elle nous mène.

D'où l'importance de ne pas oublier que «l' anarchisme se fait, ce n'est pas » et de ne pas se résigner à l'être.

Perpignan, le 18 septembre 2020
Octavio Alberola

Se soucier trop. C'est la malédiction des classes populaires

«Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi les gens ne se révoltent-ils pas dans les rues?» J'entends cela, de temps en temps, de personnes issues de milieux riches et puissants. Il y a une sorte d'incrédulité. «Après tout», semble-t-il lire, «nous hurlons au meurtre sanglant quand quelqu'un menace autant nos abris fiscaux; si quelqu'un voulait m'attaquer à mon accès à la nourriture ou à un abri, je serais certainement en train de brûler des banques et de prendre d'assaut le Parlement. Quel est le problème avec ces gens?

C'est une bonne question. On pourrait penser qu'un gouvernement qui a infligé de telles souffrances à ceux qui ont le moins de ressources pour résister, sans même redresser l'économie, aurait couru le risque d'un suicide politique. Au lieu de cela, la logique de base de l'austérité a été acceptée par presque tout le monde. Pourquoi? Pourquoi les politiciens promettant des souffrances continues gagnent-ils le consentement de la classe ouvrière, sans parler du soutien, du tout?

Je pense que l'incrédulité même avec laquelle j'ai commencé fournit une réponse partielle. Les gens de la classe ouvrière peuvent être, comme on nous le rappelle sans cesse, moins méticuleux sur les questions de droit et de propriété que leurs «parieurs», mais ils sont aussi beaucoup moins obsédés par eux-mêmes. Ils se soucient davantage de leurs amis, de leur famille et de leur communauté. Dans l'ensemble, au moins, ils sont simplement fondamentalement plus beaux.

Dans une certaine mesure, cela semble refléter une loi sociologique universelle. Les féministes ont depuis longtemps souligné que ceux qui sont au bas de tout arrangement social inégal ont tendance à penser, et donc à se soucier de ceux qui sont au sommet, plus que ceux qui sont au sommet pensent ou se soucient d'eux. Partout dans le monde, les femmes ont tendance à penser et à en savoir plus sur la vie des hommes que les hommes sur les femmes, tout comme les Noirs en savent plus sur les Blancs, les employés sur les employeurs et les pauvres sur les riches.

Et les humains étant les créatures empathiques qu'ils sont, la connaissance conduit à la compassion. Les riches et les puissants, quant à eux, peuvent rester inconscients et indifférents, car ils peuvent se le permettre. De nombreuses études psychologiques l'ont récemment confirmé. Les personnes nées dans des familles ouvrières obtiennent invariablement de bien meilleurs résultats aux tests d'évaluation des sentiments des autres que les descendants des classes riches ou professionnelles. D'une certaine manière, ce n'est guère surprenant. Après tout, c'est en grande partie ce que signifie être «puissant»: ne pas avoir à prêter beaucoup d'attention à ce que les gens autour de soi pensent et ressentent. Les puissants emploient d'autres pour faire cela à leur place.

Et qui emploient-ils? Principalement des enfants des classes populaires. Ici, je crois que nous avons tendance à être tellement aveuglés par une obsession du travail d'usine (oserais-je dire?) comme paradigme du «vrai travail» que nous avons oublié en quoi consiste la plupart du travail humain.

Même à l'époque de Karl Marx ou de Charles Dickens, les quartiers populaires abritaient beaucoup plus de femmes de chambre, de débardeurs, de dépoussiéreurs, de cuisiniers, d'infirmières, de chauffeurs de taxi, d'enseignants, de prostituées et de marchands de biens que d'employés des mines de charbon, des usines de textile ou des fonderies de fer. D'autant plus aujourd'hui. Ce que nous considérons comme l'archétype du travail des femmes - s'occuper des gens, voir leurs désirs et leurs besoins, expliquer, rassurer, anticiper ce que le patron veut ou pense, sans parler du soin, de la surveillance et de l'entretien des plantes, des animaux, des machines et autres objets - représentent une proportion bien plus grande de ce que font les gens de la classe ouvrière lorsqu'ils travaillent que de marteler, sculpter, hisser ou récolter des objets.

Cela est vrai non seulement parce que la plupart des gens de la classe ouvrière sont des femmes (puisque la plupart des gens en général sont des femmes), mais parce que nous avons une vision faussée même de ce que font les hommes. Comme les travailleurs du tube en grève ont récemment dû l'expliquer aux navetteurs indignés, les «preneurs de billets» ne passent pas le plus clair de leur temps à prendre des billets: ils passent le plus clair de leur temps à expliquer les choses, à réparer les choses, à retrouver les enfants perdus.

Si vous y réfléchissez, n'est-ce pas ce qu'est la vie? Les êtres humains sont des projets de création mutuelle. La plupart du travail que nous faisons se fait les uns sur les autres. Les classes ouvrières font juste une part disproportionnée. Ce sont des classes bienveillantes, et l'ont toujours été. C'est juste la diabolisation incessante dirigée contre les pauvres par ceux qui bénéficient de leur travail bienveillant qui rend difficile, dans un forum public comme celui-ci, de le reconnaître.

En tant qu'enfant d'une famille ouvrière, je peux témoigner de ce dont nous étions réellement fiers. On nous disait constamment que le travail est une vertu en soi - il façonne le caractère ou quelque chose - mais personne ne le croyait. La plupart d'entre nous estimaient qu'il

valait mieux éviter le travail, c'est-à-dire à moins qu'il ne profite aux autres. Mais du travail accompli, qu'il s'agisse de construire des ponts ou de vider les bassins de lit, vous pourriez être fier à juste titre. Et il y avait autre chose dont nous étions définitivement fiers: que nous étions le genre de personnes qui prenaient soin les uns des autres. C'est ce qui nous distingue des riches qui, d'après ce que la plupart d'entre nous pouvaient comprendre, pouvaient à peine la moitié du temps se résoudre à s'occuper de leurs propres enfants.
Il y a une raison pour laquelle la vertu bourgeoise ultime est l'économie, et la vertu ultime de la classe ouvrière est la solidarité. Pourtant, c'est précisément la corde à laquelle cette classe est actuellement suspendue. Il fut un temps où prendre soin de sa communauté pouvait signifier se battre pour la classe ouvrière elle-même. À l'époque, nous parlions de «progrès social». Aujourd'hui, nous voyons les effets d'une guerre acharnée contre l'idée même de la politique ouvrière ou de la communauté ouvrière. Cela a laissé à la plupart des travailleurs peu de moyens d'exprimer ce souci si ce n'est de l'orienter vers une abstraction fabriquée: «nos petits-enfants»; "la nation"; que ce soit par patriotisme égoïste ou par recours au sacrifice collectif.
En conséquence, tout est renversé. Des générations de manipulations politiques ont finalement fait de ce sentiment de solidarité un fléau. Notre attention a été militarisée contre nous. Et il est probable que cela durera jusqu'à ce que la gauche, qui prétend parler au nom des ouvriers, commence à réfléchir sérieusement et stratégiquement à ce en quoi consiste réellement la plupart du travail et à ce que ceux qui s'y engagent pensent réellement être vertueux à ce sujet.

David Graeber

Bart de Ligt Contre la violence

Les méthodes de lutte non violentes ne sont liées à aucune personne, ni à une race particulière, ni à aucun pays séparé, ni à une seule conception de la vie ou de l'univers. Lors de la conférence anti-impérialiste de Bruxelles en 1927, nous avons entendu les Zulu Goumed déclarer que les Noirs, dans leur lutte pour la liberté, ne pouvaient pas faire mieux que de suivre l'exemple de l'Inde. Oui en effet! car comment pourraient-ils jamais rivaliser avec les armements modernes des Blancs, armements qui sont aussi étroitement liés à toute une organisation sociale et technique qui leur est absolument étrangère?

Lors de la Conférence des non-européens, qui s'est tenue à Port Elizabeth en Afrique du Sud en avril 1934, une résolution fut adoptée entre autres demandant à l'ensemble de la population non européenne de boycotter tous les produits fabriqués ou vendus par des établissements qui refusaient d'employer des travailleurs autochtones.

Gandhi lui-même admet qu'il est venu à sa tactique non seulement par l'influence de certaines traditions religieuses hindoues, mais aussi:

à travers la légende juive de Daniel et de ses amis

à travers le sermon sur la montagne

à travers les idées de l'Anglais Ruskin

à travers l'enseignement du russe, Tolstoï

et surtout, à travers les paroles et les actions de Thoreau. Notons que le terme technique de «désobéissance civile», que Gandhi aime appliquer à ses méthodes de combat, a été consciemment emprunté par lui au discours immortel de Thoreau en 1848, dans lequel il a donné un exposé classique de ses idées concernant l'individu et refus collectif du service militaire et, dans certaines circonstances, de tout service social et paiement des impôts.

Selon Thoreau, tout citoyen responsable devrait totalement ignorer les autorités publiques, les lois et les institutions, lorsqu'un intérêt véritablement humain l'exige, et ainsi empêcher son gouvernement de commettre des crimes dans les moments critiques. Coopération avec tous les peuples et institutions qui penchent vers le bien, non-coopération dès qu'il s'agit de promouvoir le mal, telle est la maxime dans laquelle on pourrait résumer la théorie de Thoreau, qu'il a lui-même mise en pratique dans mode exemplaire.

Les quelques centaines de personnes qui l'ont connu au cours de sa vie en Amérique, le considéraient en règle générale comme un idéaliste grincheux, si ce n'est un simple naïf, avec qui les relations pratiques étaient impossibles. Aujourd'hui en Asie, des millions de ses semblables ont mis en pratique sa tactique, aussi simple qu'efficace, avec des résultats surprenants.

Comme son ami Emerson, dont il faut au moins mentionner ici le discours sur la guerre en 1838, Thoreau connaissait la doctrine de ce jeune Français surdoué, Étienne de la Boétie (1530-1563) à qui Emerson a consacré l'un de ses poèmes les plus marquants. Dans son essai intitulé De la servitude volontaire, Etienne de la Boétie a jeté une lumière sur tout l'édifice social et a montré qu'un dirigeant n'a de pouvoir que dans la mesure où le peuple le lui permet. Le pouvoir de la classe dirigeante ne dure que tant que ceux qui y sont soumis le reconnaissent en

principe et en fait - c'est-à-dire aussi longtemps que les gouvernés consentent à donner leur respect à ceux qui en ont besoin.

L'autorité officielle, le pouvoir que certains détiennent légalement sur d'autres est de nature plus morale que physique. Elle repose moins sur la violence que sur le respect, c'est-à-dire sur la croyance au droit de gouverner de ceux qui sont au pouvoir. Le jour où les masses apprendront à se libérer de leur vénération pour ceux qui les maintiennent, l'autorité des classes dirigeantes, n'étant plus reconnue, disparaîtra aussitôt, et elles perdront immédiatement leur pouvoir.

Aucun despotisme, tyrannie, dictature ou autorité publique d'aucune sorte n'existe que grâce à la soumission des masses. Dès que les gens se rendent compte que les pouvoirs publics sont essentiellement de nature parasitaire et leur prennent le pouvoir qu'ils avaient autrefois accordé, toute la pyramide sociale s'effondre. Le seul avantage, déclare la Boétie, que la classe dirigeante a sur les masses subjuguées est le droit que ces masses leur ont concédé de les maintenir en esclavage. D'où viennent la police, les espions, les soldats? Du peuple qui, se mettant au service de toutes les branches de l'autorité officielle, se bat et se détruit. Quand, de leur lourd pas, les soldats avancent au-dessus des champs et des villes, c'est le peuple qui écrase le peuple, à la demande des puissances établies, déclare à nouveau la Boétie. Domela Nieuwenhuis, antimilitariste hollandaise, dira, plusieurs siècles plus tard: «Un peuple en uniforme est son propre tyran! "

Un autre penseur très impressionné par l'essai de la Boétie est Tolstoï, qui en cite un passage frappant dans La loi de la violence et la loi de l'amour . La Lettre de Tolstoï à un hindou témoigne également d'une forte influence de la Boétie. Le socialiste allemand et amoureux de la liberté, Gustav Landauer - dont la tombe fut l'une des premières à être violée par les nazis - fit un résumé émouvant de la Servitude volontaire, qui devint le pivot de son essai classique, Die Revolution .

Passons en revue l'histoire impressionnante de l'action directe non violente du christianisme dans les premiers siècles et celle des sectes religieuses, médiévales et modernes, ainsi que le remarquable mouvement anti-guerre dirigé par un nombre toujours croissant de Des ecclésiastiques protestants en Europe et en Amérique, atteignant aujourd'hui le chiffre des milliers - une histoire que nous avons longuement traitée dans un autre livre (La Paix Créatrice). Parce que, si nous devions les citer, les ouvriers occidentaux répondraient immédiatement: «Cela n'a rien à voir avec nous, c'est la religion.»

Eh bien, laissons de côté les chrétiens, qu'ils soient modernes, médiévaux ou primitifs, et retournons à la Rome païenne. En 494 avant JC, elle nous a même donné un exemple inoubliable de non-coopération. On le sait, les plébéiens - c'est-à-dire les petits paysans qui, bien que libres, étaient exclus du pouvoir politique - souffraient par toute raison des lois iniques. Les patriciens - c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers, qui occupaient les bureaux de l'Etat - avaient tous les droits; ils possédaient d'énormes fortunes. En revanche, les plébéiens, très pauvres pour la plupart, étaient exclus de tout poste et de toute fonction publique. Les patriciens s'étaient emparés de toutes les terres communes, qui avaient été une survivance de la propriété communale, et en tiraient d'énormes profits. Ils ont continué à forcer le peuple à s'équiper à ses frais pour la guerre. Ces gens, recourant de plus en plus aux prêts pour subvenir aux besoins de leur famille, s'endettaient de plus en plus. Écrasés sous le poids de ces dettes, ils ont été soumis à un cruel système d'emprisonnement. Mais conscients que dans la société, la richesse et la victoire des couches supérieures n'existent que grâce au soutien continu des classes inférieures, ils ont décidé à un certain moment de retenir leurs forces de ce système social inique. Poussés jusqu'au bout, ils quittent Rome pour fonder une communauté indépendante sur Mons Sacra, ils ont décidé à un certain moment de retenir leurs forces de ce système social inique. Poussés jusqu'au bout, ils quittent Rome pour fonder une communauté indépendante sur Mons Sacra, ils ont décidé à un certain moment de retenir leurs forces de ce système social inique. Poussés jusqu'au bout, ils quittent Rome pour fonder une communauté indépendante sur Mons Sacra,sine ullo duce , sans chef - ils n'avaient pas besoin de Führers! Ils ont déclaré qu'ils ne reviendraient pas tant qu'ils n'auraient pas obtenu une part du gouvernement et des terres communes. Tite-Live décrit comment cet exode s'est déroulé dans un ordre exemplaire et comment ces paysans-soldats ont organisé un camp sur le mont Aventin et s'y sont installés. Une telle secessio in montem, sécession à la montagne, a dû être répétée plus d'une fois. Enfin, les patriciens ont été contraints de se plier aux exigences de la plèbe car, avec leur politique guerrière, ils en avaient besoin. Au quatrième siècle avant JC, la plèbe acquit donc des avantages considérables tant économiques que politiques.

Clarence Marsh Case affirme que ce «boycott», première action efficace du prolétariat, s'est déroulé sans désordre ni violence. (Coercition non violente. Une étude sur les méthodes de pression sociale, 1923)
… ..
Dans Tite-Live aussi, nous trouvons une description de la façon dont, en 375 avant JC, les habitants de Tusculum «ont évité la vengeance de Rome par une paix obstinée, ce qu'ils n'auraient jamais pu faire avec leurs armes». Voyez les différentes formes de gandhiisme qui sont apparues même dans la Rome païenne! Il faut admettre que les méthodes de lutte non violentes ne sont pas du tout étrangères à une conscience occidentale. Mirabeau, qui a été salué comme l'un des penseurs les plus vivants

des différentes époques, n'a-t-il pas déclaré à l'Assemblée des États de Provence: «Attention, ne méprisez pas ces gens qui produisent tout, ce peuple qui, pour être formidable, il suffit de rester immobile. Opposant ainsi «la force et la loi des producteurs» à la privilégiée «stérilité des nobles», il a donné «la formule la plus puissante et la plus frappante de ce que nous appelons aujourd'hui la grève générale».Histoire Socialiste de la France contemporaine , Tome I, La Constituante)

Au milieu du siècle dernier, le révolutionnaire français Anselme Bellegarrigue, du fait de ses expériences sociales et politiques aux États-Unis et en France, a perdu toute confiance tant dans les gouvernements dont la nature même est la violence que dans les révolutions à partir du moment où ils se laisser entraîner dans l'effusion de sang: dans un cas comme dans l'autre, tout repose en dernière analyse sur l'oppression et le meurtre, et une fois pris dans ce piège il n'y a plus moyen de s'en sortir. À son avis, les barricades sont généralement soulevées par ceux qui souhaitent se prononcer contre ceux qui sont au pouvoir. Supprimons toutes les formes de gouvernement et gouvernons-nous de façon raisonnable, et désormais toutes les barricades seront à jamais superflues.

«En fin de compte, poursuit Bellegarrigue, il n'y a pas de tyrans, seulement des esclaves. Le mouvement socialiste n'est né que de la profonde soif de liberté de l'humanité. L'exercice du pouvoir, même au nom du socialisme, ne peut que le tuer. Un peuple est toujours trop gouverné.
C'est pourquoi Bellegarrigue a répandu l'idée d'un refus d'assistance, qui s'identifie au principe de non-coopération et de désobéissance civile. Il a développé toute une «théorie du calme» qui ouvre des possibilités de surmonter même le régime le plus puissant «par l'abstention et l'inertie». Tout doit s'incliner devant le pouvoir de l'abstention: privilèges sociaux, impôts injustes, surveillance, hiérarchie militaire, tout doit céder lorsque les masses retirent leur soutien aux régimes violents et exercent leur force morale.

Bellegarrigue rentra d'Amérique en France en février 1848. Peu de temps après, il remarqua que le tragique des révolutions est qu'elles sont toujours privées de leurs fruits par les gouvernements qu'elles mettent en place. Alors qu'en Amérique, il y avait un minimum de gouvernement, en France tout se centralisait de plus en plus, pour passer entre les mains de l'État. Dans sa brochure, Au Fait! au Fait! (1848) il a décrit comment la bureaucratie mangeait tout ce qu'une personne gagnait. C'est le Minotaure moderne, qui suce le sang des masses et avale des milliards! Rien n'est en fait changé lorsque les gouvernements socialistes remplacent les bourgeois, tout Étatisme étant en contradiction flagrante avec l'autonomie gouvernementale, qui est l'essence de toute vraie révolution.

Les méthodes de lutte non violentes ne sont donc liées ni à une religion particulière ni à une race ou à un peuple particuliers. Les amoureux européens et américains de la liberté en découvrent autant que les mystiques hindous, les nègres rebelles et les sikhs guerriers. Par ailleurs, la grève générale, pratiquée autant par les socialistes anglais, russes et scandinaves que par les anarchistes et syndicalistes français, italiens, espagnols et sud-américains, et considérée depuis le début du siècle comme un moyen de lutte typiquement prolétarien, est en soi un manière d'action étrangère à la méthode violente traditionnelle.

La tâche des anarchistes Que devrions-nous faire?

Telle est la question qui se pose à nous, comme elle le fait d'ailleurs à tous ceux qui ont des idées à mettre en œuvre et des intérêts à défendre, à chaque instant de notre vie de parti.

Nous voulons supprimer la propriété et l'autorité privées, c'est-à-dire que nous voulons exproprier ceux qui s'accrochent à la terre et au capital, renverser le gouvernement et mettre la richesse de la société à la disposition de tous pour que chacun puisse vivre comme il veut sans autre restriction que celles imposées par la nécessité naturelle et sociale, librement et volontairement reconnues et acceptées. En bref, nous voulons mettre en œuvre le programme anarchiste-socialiste. Et nous sommes convaincus (et l'expérience quotidienne nous confirme dans cette croyance) que les propriétaires et les gouvernements utilisent la force physique pour protéger leur ascendant, donc, pour les vaincre, nous devons nécessairement recourir à la force physique, à une révolution violente.

En conséquence, nous sommes les ennemis de toutes les classes privilégiées et de tous les gouvernements, et hostiles à tous ceux qui, quoique avec les meilleures intentions du monde, tendent, par leurs efforts, à saper l'énergie révolutionnaire du peuple et à substituer un gouvernement à un autre.

Mais que devons-nous faire pour nous assurer que nous sommes prêts à faire notre révolution, une révolution contre tous les privilèges et toutes les autorités et que nous gagnons?

La meilleure tactique serait pour nous de répandre nos idées toujours et partout; utiliser tous les moyens possibles pour nourrir chez les prolétaires l'esprit de combinaison et de résistance et les pousser à des demandes toujours plus grandes; être implacable dans notre oppo-

sition à chaque parti bourgeois et à chaque parti autoritaire et rester insensible à leurs plaintes; s'organiser parmi ceux qui ont été conquis et gagnés à nos idées et se doter des moyens matériels nécessaires à la lutte; et, une fois que nous avons acquis suffisamment de force pour gagner, pour nous lever seuls, en notre propre nom exclusif, pour mettre en œuvre notre programme dans son intégralité, ou, pour être plus exact, pour assurer à chaque personne une liberté illimitée d'expérimenter, de pratiquer et amender progressivement cette forme de vie sociale qui lui semble la meilleure.

Mais, malheureusement, cette tactique ne peut pas toujours être strictement respectée et il n'y a aucun moyen qu'elle puisse atteindre notre objectif. L'efficacité de la propagande est pour le moins limitée, et lorsque, dans un contexte donné, tous les individus susceptibles, en vertu de leurs conditions morales et matérielles, de comprendre et d'embrasser un ensemble d'idées donné ont Il n'y a guère plus à faire au moyen de la parole et de l'écrit jusqu'à ce qu'une modification du contexte élève une nouvelle strate de la population à une position où elle peut valoriser ces idées. De même, l'efficacité de l'organisation ouvrière est limitée par les mêmes facteurs qui empêchent la diffusion indéfinie de la propagande; ainsi que par de larges facteurs économiques et moraux qui affaiblissent ou neutralisent entièrement l'impact de la résistance des travailleurs conscients.

Notre organisation forte et vaste à des fins de propagande et de lutte se heurte à mille obstacles en nous-mêmes, à notre manque de ressources et, surtout, à la répression gouvernementale. Et même s'il était possible, avec le temps, d'arriver au moyen de la propagande et de l'organisation avec une force suffisante pour que nous fassions la révolution, en allant directement dans la direction du socialisme anarchiste, chaque jour qui passe, bien avant d'atteindre ce point de force, jette des situations politiques dans lesquelles nous sommes obligés de prendre la main de peur non seulement de perdre les bénéfices à en retirer, mais aussi de perdre tout contrôle sur le peuple, de contrecarrer une partie du travail accompli jusqu'à présent et de rendre le travail futur le plus intimidant.

Le problème est donc de trouver des moyens par lesquels, dans la mesure du possible, nous apportons les changements de l'environnement social qui sont nécessaires pour que notre propagande progresse, et pour profiter des conflits entre les différents partis politiques et toute opportunité qui se présente, sans renoncer à aucune partie de notre programme, et ce de manière à rendre la victoire plus facile et plus imminente.

En Italie, par exemple, la situation est telle qu'il y a la possibilité, la probabilité tôt ou tard d'une insurrection contre la monarchie. Mais il est également certain que le résultat de la prochaine insurrection ne sera pas le socialisme anarchiste.

Devrions-nous participer à la préparation ou au montage de cette insurrection? Et comment?

Il y a des camarades qui estiment qu'il n'est pas dans notre intérêt de s'engager dans un soulèvement qui laissera intacte l'institution de la propriété privée et remplacera simplement un gouvernement par un autre, c'est-à-dire établir une république, ce serait tout aussi bourgeois et oppressif que la monarchie. Ils disent: laissons les bourgeois et les futurs gouverneurs se refermer les cornes les uns avec les autres, pendant que nous poursuivons notre propre chemin, en poursuivant notre propagande anti-propriété et anti-autoritaire.

Or, le résultat d'une telle abstention de notre part serait, premièrement, qu'en l'absence de notre contribution, les chances de succès du soulèvement seraient amoindries et que ce serait donc à cause de nous si la monarchie l'emportait - cette monarchie qui, particulièrement au moment présent, quand elle se bat pour sa survie est rendue féroce par la peur, barre la voie à la propagande et à tout progrès. De plus, si le soulèvement se faisait sans notre contribution, nous n'aurions aucune influence sur les développements ultérieurs, nous ne pourrions tirer aucun avantage des opportunités qui se présentent toujours pendant la période de transition d'un régime à l'autre, nous serions discrédités en tant que parti d'action, et il nous faudrait de nombreuses années avant de pouvoir accomplir quoi que ce soit de remarquable.

Il ne s'agit pas de laisser les bourgeois se battre entre eux, car dans toute insurrection, la source de la force, en tout cas la force matérielle, c'est toujours le peuple et si nous ne sommes pas dans la bataille, partageant les dangers et succès et s'efforçant de transformer un bouleversement politique en révolution sociale, le peuple ne sera qu'un outil entre les mains de types ambitieux désireux de le dominer.

Alors qu'en prenant part à l'insurrection (une insurrection que nous ne serions jamais assez forts pour monter seuls), et en jouant un rôle aussi important que possible, nous gagnerions la sympathie du peuple ressuscité et serions en mesure de pousser les choses aussi loin que possible.

Nous savons trop bien et ne nous laissons jamais de le dire et de le prouver, que république et monarchie sont également mauvaises et que tous les gouvernements ont la même tendance à étendre leurs pouvoirs et à opprimer de plus en plus leurs sujets. Nous savons également, cependant, que plus un gouvernement est faible, plus la résistance de la population à son égard est forte, plus la liberté disponible et les chances de progrès sont larges.

En contribuant efficacement au renversement de la monarchie, nous serions en mesure de nous opposer plus ou moins efficacement à l'établissement ou à la consoli-

dation d'une république, nous pourrions rester armés et refuser d'obéir au nouveau gouvernement, et nous pourrions, ici et là, pour mener des tentatives d'expropriation et d'organisation de la société selon des lignes anarchistes et communistes. Nous pourrions éviter que la révolution ne s'arrête à la première étape et que les énergies du peuple, réveillées par l'insurrection, ne se rendormissent. Toutes ces choses que nous ne pourrions pas faire, pour des raisons évidentes de psychologie populaire, en intervenant par la suite, une fois l'insurrection contre la monarchie montée et réussie en notre absence.

Sur le dos de ces arguments, d'autres camarades voudraient que nous mettions de côté notre propagande anarchiste pour le moment afin de nous concentrer uniquement sur la lutte contre la monarchie, puis de reprendre nos efforts spécifiquement anarchistes une fois l'insurrection réussie. Il ne leur vient pas à l'esprit que si nous nous mêlions aujourd'hui aux républicains, nous travaillerions pour le bien de la république à venir, jeter nos propres rangs dans le désarroi, faire tourner l'esprit de nos partisans, et quand nous le voudrions, nous le ferions. Alors ne soyez pas assez fort pour empêcher la république de s'établir et de s'enraciner.

Entre ces deux erreurs opposées, la voie à suivre nous semble bien claire.

Nous devons coopérer avec les républicains, les socialistes démocrates et tout autre parti anti-monarchique pour faire tomber la monarchie; mais nous devons le faire en tant qu'anarchistes, dans l'intérêt de l'anarchie, sans dissoudre nos forces ni les mélanger avec les forces des autres, et sans prendre aucun engagement au-delà de la coopération sur l'action militaire.

Ce n'est qu'ainsi, comme nous le voyons, que nous pourrons, dans les événements à venir, récolter tous les bénéfices d'une alliance avec les autres partis anti-monarchiques sans renoncer à aucune partie de notre propre programme.

Errico Malatesta

Le 24 septembre 1963, mort d'Eugène TRICHEUX à Toulouse. Militant anarchiste et syndicaliste.

Fils des anarchistes Alphonse et Paule Tricheux, il est né le 1er avril 1901 à Lézignan (Aude). Il commence à travailler au début des années vingt comme ouvrier tôlier à l'usine d'aviation Latécoère de Toulouse. Il est ensuite manoeuvre sur des chantiers de construction. Militant anarchiste et antimilitariste, il est en juin 1924 inscrit au Carnet B. En 1925, il sera avec son frère Marius et d'autres, les fondateurs d'un syndicat autonome du bâtiment, qui ralliera ensuite la CGT-SR. Il assure le secrétariat adjoint du syndicat du Bâtiment et des Travaux publics de Toulouse. Il est également, dans cette ville, un des animateurs du groupe anarchiste "Bien-Être et Liberté". Le 23 août 1927, il est arrêté (avec ses parents) suite à une manifestation de soutien à Sacco et Vanzetti, il sera condamné à 2 mois de prison. Il devient ensuite chauffeur de taxi, et crée en 1933 un syndicat dans cette branche, dont il assurera le secrétariat.

Lors qu'éclate la révolution en juillet 1936 en Espagne, Eugène s'y rend avec ses parents, son frère et sa soeur et s'installent à Puigcerdà, ville qui est entre les mains des républicains et particulièrement des anarchistes. Ils vont alors y vivre près d'un an, s'occupant de la gestion de la ville. Lorsque son père est arrêté le 11 juin 1937 par les communistes, Eugène tente de le faire évader avec l'aide d'un compagnon espagnol, mais Eugène est arrêté à son tour et emprisonné quelques semaines à la Modelo de Barcelone (le reste de la famille sera également arrêté). Tous seront finalement libérés et rentreront en France.

En 1938, Eugène est à l'initiative de la création du "Cercle d'études économiques et sociales" ou "Groupe Orobon-Fernandez" à Toulouse qui, avec la CNT espagnole et SIA, organise des spectacles, des projections de films et des réunions d'informations dans les quartiers de la ville pour collecter des fonds destinés aux compagnons espagnols.

En juin 1940, figurant dans les fichers de la police, il est arrêté avec son père et son frère Marius et interné à la prison St-Michel. Eugène est ensuite envoyé au Camp de Noé (près de Toulouse) dans l'ïlot réservé aux "réfractaires de la relève". En 1943, il est requis comme travailleur forçé, dans les Hautes-Alpes, pour participer à des travaux de fortifications.

Pas d'autres informations sur sa vie avant son décès, en 1963, à Toulouse. Mais on sait que la famille Tricheux servira de base arrière aux anarchistes durant la guerre et sera à l'initiative de la reconstruction de mouvement anarchiste français. Le 19 juillet 1943, un congrès clandestin sera même organisé à Toulouse et, dès la libération de la ville le 20 août 1944 (avec l'aide des combattants espagnols), les anarchistes réapparaîtront au grand jour.

La grève des ménagères havraises en 1911

Suite du Libertaire de Juillet-Août 2020

Il faut garder à l'esprit que le mouvement ouvrier, même si il ne tarit pas d'éloges sur la ménagère, s'il vise son émancipation au sein de la société, la préfère au foyer. L'image de l'ouvrier viril qui, à la sueur de son front, arrive à nourrir convenablement son foyer prévaut. D'ailleurs, Geeroms, lorsqu'il parle de la place de la femme dans la société stipule clairement que celle-ci doit être au logis et non à l'atelier[1].

L'action des ménagères havraises est un véritable succès. En effet, la pression est telle qu'un certain nombre de négociants et commerçants ont baissé leurs tarifs. Aussi, les pouvoirs publics envisagent la suppression des droits de douane et l'augmentation des importations pour contrer la cherté de la vie. Il est important de relever que l'action ne se borne pas uniquement au quartier du Rond-Point, mais va gagner tous les quartiers du Havre et s'étendre même jusqu'à Gonneville[2]. Des pas en avant significatifs.

Les conférences sur la vie chère, les réunions de ménagères se multiplient tout le mois de septembre et le nombre d'auditeurs ne désemplit pas. Les ménagères continuent de monter la garde sur les marchés et de faire appliquer les tarifs imposés par le comité. Par exemple, Geeroms rapporte par téléphone aux rédacteurs de La Bataille syndicaliste[3] que le 12 septembre 1911, au matin, tous les laitiers sont houspillés et leurs bidons sont débités par les ménagères elles-mêmes. En outre, sur le marché du Rond-Point, le beurre, les œufs, et de nombreux autres produits sont vendus aux prix fixés par les acheteurs. Aussi, l'après-midi, au marché Louis-Philippe, de nombreuses ménagères conspuent les marchands qui vendent trop cher et bien sûr, les ménagères qui achètent à ces prix trop élevés sont huées. Geeroms fait remarquer que toutes les denrées de première nécessité ont déjà baissé de plus de 20%.

Organisées en cortège, les ménagères se rendent devant les bureaux du Havre Eclair afin de rendre visite à Urbain Falaize qui avait, la veille, écrit un article grossier à leur encontre. La police, déjà sur place intervient sans ménagement et use selon Geeroms d'une brutalité révoltante. Geeroms témoigne, en effet, que des femmes ont été mordues, bousculées et frappées. Des traces de meurtrissures sont constatées sur le corps de plus d'une d'entre elles. Vérités relaye la manifestation du 14 septembre mais étonnamment pas celle du 12.

L'Union des Syndicats du Havre et de la Région lutte auprès des ménagères mais s'efforce de trouver en outre des solutions efficaces contre la cherté des vivres. L'économie moderne est étudiée à la loupe et le système protectionniste français est pointé du doigt, toujours dans le but de mener un combat conscient. Le 14 septembre, lors de la conférence la plus importante, les auditeurs pouvaient entendre : « Pour protéger l'industrie française, rien n'a été plus facile à nos maîtres de la finance que de mettre des droits de douane sur toutes les importations et ainsi ce qui se fabrique en Allemagne, en Angleterre ou en Amérique ne peut venir chez nous sans coûter tout au moins aussi cher que les produits français. La concurrence ainsi évitée, le commerce français a pu à son aise nous fixer les prix qu'il voulait. (…) Dans les grands pays de l'Europe, on importe, grâce aux appareils frigorifiques, les viandes de bœuf à raison de 0 fr.77 le kilog et le mouton à 0fr.82. or, en France, il y a un droit d'entrée de 0fr.35 par kilog, plus un prélèvement pour vérification sanitaire d'environ 0fr.05 le kilog, soir, 0fr.40 de majoration au kilog. En Angleterre, on mange donc de la viande à 0fr.77 alors qu'en France la même viande nous revient à 0fr.40 de plus, soit 1fr.17. Comme c'est joli le régime protectionniste ![4] » Notons que malgré ces études, ces efforts d'analyse, le mouvement contre la vie chère continue à accuser les critiques. La presse comme Le Havre Eclair ou encore le Journal du Havre notamment, dénonce l'ignorance des ménagères vis-à-vis de l'économie politique.

A la sortie de cette réunion, les ménagères, par centaines, sont bien déterminées à se rendre à la mairie et devant les bureaux du Havre Eclair pour manifester une nouvelle fois leur mécontentement. Or, Henri Génestal avait depuis les incidents du dimanche 10 septembre interdit toute manifestation en ville. Dès lors, le cortège des ménagères est repoussé par la police qui arrive à les freiner lorsqu'elles atteignent le palais de justice et à les repousser vers la gare. Ce nouvel affront pour les femmes mobilisées n'est pas sans déplaire à certaines qui décident d'agir et provoquent une « légère bagarre[5] ». En effet, un agent qui avait mis son sabre au clair se voit administrer un violent coup de poing par une ménagère excédée, coup de poing si puissant d'ailleurs que l'agent tombe par terre et laisse échapper son sabre. Aussitôt, une autre ménagère s'empare de l'arme mais n'a pas le temps de s'en servir puisqu'elle est tout de suite plaquée au sol par d'autres policiers. Vérités rapporte que cette femme se relèvera tuméfiée et les vêtements en lambeaux[6]. Il est alors possible de constater que certaines ménagères havraises usent de la violence, se

1 Vérités du 16 septembre 1911
2 Vérités du 11 septembre 1911
3 La Bataille syndicaliste du 14 septembre 1911 - BNF MICR D-387 1911/09----1911/12
4 Vérités du samedi 16 septembre 1911
5 Vérités du samedi 16 septembre 1911
6 Vérités du 16 septembre 1911 – Un article du Progrès du 16 au 22 septembre 1911 stipule que les agents rechignent à la tâche car ils savent que le combat mené par les ménagères leur est bénéfique. La brutalité avec laquelle sont traitées les femmes soulève donc un questionnement de la part du journaliste.

battent avec leurs corps, ici contre des hommes, représentants de l'autorité. Suite à cette altercation, les ménagères se résignent à quitter la rue n'étant pas en force à ce moment là[7].

Au conseil municipal, la crise de la vie chère impose un débat. Henri Génestal reconnaît l'inefficacité de la suppression des droits d'octroi sur les viandes de boucherie et souligne le fait que les conditions météorologiques et la fièvre aphteuse touchant les troupeaux n'arrangent en rien le problème de la cherté des denrées. Au regret de l'Union des Syndicats du Havre et de la Région, le Maire ne propose aucune solution pour soulager les ménages havrais.

Pourtant Henri Génestal, dès le début des conflits multiplie les enquêtes sur les prix des denrées. Nous avons pu retrouver de nombreux courriers adressés aux maires de Caen, Trouville, Dunkerque, Honfleur, Etainhus… Vérités accuse : « C'est toujours de cette façon que l'on solutionne les questions dans lesquelles il est scabreux de prendre position ! En attendant Populo, comme disait Allan : « claque le bec ! ». Ces messieurs se foutent pas mal que tu crèves de faim, amis l'année prochaine, ils sauront venir te relancer pour te vanter leurs marchandises radicales ou radicales-socialistes[8]. » Vérités relève de même le fait, pour appuyer son argumentaire, que le dernier Bulletin des Halles évalue les ressources en blé pour l'année 1911-1912 à 98.035.371 quintaux et ajoute : « Nos besoins (consommation, industrie, et semences) étant de 95.033.000 quintaux, il resterait à reporter au 1er août 1912, 3 millions 148.371 quintaux[9]. »

De surcroît, Vérités rapporte que beaucoup de commerçants ont baissé de manière significative leurs prix mais que d'autres, dans le but de briser le mouvement ont continué à augmenter les leurs : «ce sont les dernières convulsions de gens qui se sentent prêts d'être vaincus[10] ». Dans le même temps, les adhésions au syndicat des ménagères augmentent de jour en jour. Le 26 septembre, Savoie, le délégué de la C.G.T. et Geeroms animent un meeting portant sur la vie chère à la salle Franklin où un millier de personnes viennent les écouter et les applaudir[11].

Le succès du combat contre la vie chère émane bien sûr de la formidable volonté de ces femmes à voir les conditions de vie de leur foyer s'améliorer. Cependant l'action de sensibilisation de l'Union des Syndicats du Havre et de la Région n'est pas non plus étrangère à ce succès car elle permet l'organisation du mouvement, sa pérennité et travaille à l'élargissement conscient des revendications. Les dirigeants de la Bourse du Travail ont bien réalisé que les femmes doivent être de façon plénière intégrées aux luttes sociales locales. La réussite du mouvement des ménagères assoie une nouvelle fois cette position.

Le 15 septembre 1911, un syndicat des ménagères se crée comme dans d'autres villes telle que Denain[12] par exemple. Vérités publie à cette occasion un numéro spécial le 16 septembre 1911. Ce syndicat est autorisé à intégrer l'Union des Syndicats du Havre et de la Région bien que les statuts de la C.G.T. refusent toutes personnes non-salariées au sein de ses structures. Comme pour tous les jeunes syndicats qui l'intègrent, l'Union des Syndicats du Havre et de la Région s'occupe de sa formation et entend « faire son éducation militante ». La rédaction de Vérités indique : « Il vous faut plus d'union, de cohésion, de discipline, un esprit méthodique, de la camaraderie. Toutes ces qualités sont absolument indispensables pour mener à bien l'œuvre entreprise[13]. » Les ménagères syndiquées deviendront alors les alliées de leurs compagnons et pourront mener à leurs côtés « le bon combat pour abattre l'exploitation capitaliste[14]. »

Le syndicat est formé comme suit : Mesdames Decroisy, secrétaire ; Le Goff, secrétaire adjointe ; Bichon, trésorière ; Sortambosc, trésorière-adjointe, et douze membres conformément aux statuts[15]. Geeroms le dit clairement, une telle organisation manquait au Havre, il s'en fait d'ailleurs le fervent défenseur. Citons : « Un syndicat de ménagères ? Et pourquoi pas ! Estimeriez-vous que les femmes doivent être les esclaves de tout le monde ? N'est-il pas suffisant qu'elles soient de la chair à plaisir et à reproduction ? Faut-il encore qu'elles soient les domestiques des hommes et pire encore, les responsables du foyer ? A elles toutes les amertumes, souffrances physiques et morales. Combien les hommes sont coupables de n'avoir pas permis aux femmes d'acquérir les qualités sociales nécessaires à l'émancipation humaine. Ils les ont traitées de quantité négligeable dans les questions économiques. Et pourtant, ces ménagères sont un pivot autour duquel gravite un tas de spéculateurs aux mains rudes. »

Selon lui, une telle implantation permettra à terme d'éduquer les femmes afin qu'elles puissent convenablement seconder leurs maris dans la gestion du budget familial et faire pression sur le gouvernement afin que les femmes ne soient pas contraintes d'aller travailler en usine[16]. Leur éducation leur permettra de même de s'affranchir de leur condition et de lutter plus efficacement contre le capitalisme.

7 Nos archives ne mentionnent pas d'autres manifestations de ménagères après cette date.
8 Vérités du 1er octobre 1911
9 Vérités du 1er octobre 1911
10 Vérités du 1er octobre 1911
11 Vérités du 1er octobre 1911

12 Broutchoux participe à la rédaction du préambule et des statuts du syndicat des ménagères de Denain dont voici le contenu : « En raison de l'augmentation croissante des vivres, les ménagères ouvrières se trouvent dans l'impossibilité de pouvoir équilibrer leur budget. Les salaires n'augmentent pas, il faut que les prix des denrées de première nécessité diminuent et reviennent à un taux abordable. C'est pour arriver à ce but qu'est constitué le syndicat des ménagères. » Source : La Bataille syndicaliste du 1er septembre 1911 – BNF MICR D-387 1911/09-----1911/12
13 Vérités du 16 septembre 1911
14 Vérités du 16 septembre 1911
15 Vérités du 16 septembre 1911
16 Vérités du 16 septembre 1911

Le combat du nouveau syndicat, ne doit donc pas s'arrêter aux revendications propres uniquement à l'augmentation des denrées, il doit aller au-delà de ces revendications « alimentaires » et ne pas se « désintéresser de l'émancipation de la femme[17] ». Cependant, Geeroms, s'il peut être considéré comme en avance sur son temps, lorsqu'il dénonce notamment la double exploitation de la femme par les capitalistes et par les hommes, n'en est pas moins rattrapé par le contexte dans lequel il évolue.

Effectivement, tout comme ses camarades, nous l'avons vu, il associe bien volontiers dans ses écrits la femme à l'image bienveillante de la mère nourricière, à celle de l'épouse attentive et solidaire dont le mari subvient seul aux besoins. La femme doit rester au foyer puisqu'elle est le « pivot de la cellule familiale », d'autant plus que son entrée à l'usine demeure une réelle menace pour l'emploi ouvrier masculin. En réalité, rares sont les ouvriers et les militants, même pour les plus avant-gardistes d'entre eux, qui pensent que l'égalité des sexes passe par le travail. Selon l'héritage proudhonien toujours très prégnant, les femmes doivent rester éloignées des « enfers industriels »[18]. D'ailleurs, même si la question de la femme apparaît souvent lors des congrès ouvriers, et en particulier lors du congrès de Marseille en 1879[19], ce discours discriminant reste unanime. Il est possible de constater que Geeroms, malgré son entrain avant-gardiste et ses luttes quant à l'émancipation de la classe ouvrière dans son entièreté, reste ici tributaire de l'étroitesse de vue de son temps[20]. Aussi, nous pourrions nous demander si, en mettant ses propos favorables aux femmes et à leur « émancipation », uniquement au service du militantisme, Geeroms n'a pas une attitude opportuniste.

Or, même si elles sont rares, il est important de noter que certaines voix s'élèvent dans les milieux militants ouvriers, en parallèle, afin de bousculer ces schémas et prendre en considération la place de la femme dans le combat propre à l'émancipation de la classe prolétarienne. Pierre Dumas de l'habillement est un des militants dont les écrits, publiés dans La Bataille syndicaliste, sont les plus virulents. Nous pouvons relever un exemple probant de ses prises de positions féministes concernant le combat des ménagères françaises : « Dans l'esprit du travailleur subsiste tenace la conviction que la femme est et doit rester l'éternelle mineure, incapable de s'intéresser à d'autres questions que les soins du ménage ou des enfants. (…) L'exemple donné en ce moment par les ménagères du Nord, leurs cortèges, leurs manifestations sur les marchés, montrent avec quelle énergie, quelle intelligence et quelle passion les femmes sont capables de défendre leurs intérêts.

Que nos amis y songent sérieusement : l'industrialisation moderne a jeté la femme hors du foyer et de ses occupations domestiques ; il en a fait une ouvrière, une salariée qui, comme nous, a des revendications à présenter, des intérêts à défendre. Elle ne peut défendre ses intérêts qu'en s'organisant, en prenant part à toutes nos batailles, en descendant dans la rue avec nous. Cessons donc de la considérer uniquement comme une ménagère ou comme une poupée. Chassons de nos rapports cette fameuse galanterie qui n'est le plus souvent qu'une forme de mépris.

Offrons-lui une place dans nos rangs, où elle sera notre camarade, notre égale. Elle nous apportera une force jeune et vigoureuse et un enthousiasme qui trop souvent nous fait défaut[21]. » Selon Pierre Dumas, les femmes ne peuvent plus être négligées et doivent être intégrées au plus vite et ce, de façon plénière au mouvement ouvrier au risque de perdre une force supplémentaire, essentielle. La création d'un syndicat de ménagères au Havre s'inscrit dans cette optique et permet aux femmes d'ouvriers d'agir par elles-mêmes comme l'exhorte d'ailleurs Geeroms dans son article : « Depuis le temps que l'on parle de l'affranchissement des Droits de la femme, il est temps qu'elles n'attendent plus du Ciel ce à quoi elles ont droit. Qu'elles agissent par elles-mêmes. En avant ménagères pour le Syndicat ! [22]».

A Suivre...

17 Vérités du 16 septembre 1911
18 PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire.141
19 Séances du congrès ouvrier socialiste de France, 3ème session tenue à Marseille du 20 au 31 octobre 1879 – Gallica.
20 Formule empruntée au journaliste et historien Jacques Julliard lorsque celui-ci parle de Proudhon et de sa vision négative des femmes : « Je crois qu'il n'y a rien de plus contraire à l'esprit historique que de projeter sur des hommes comme Proudhon, Marx, Nietzsche des progrès que nous avons faits depuis...Ils sont aussi tributaires de l'étroitesse de vue de leur temps. » Le Monde des livres du 17.12.2009 Les livres qui ont changé le monde (12/20) - "Qu'est-ce que la propriété ?", de Proudhon (1840) vu par Jacques Julliard, historien et journaliste.
21 La Bataille syndicaliste du samedi 2 septembre 1911 – BNF MICR D-387 1911/09-----1911/12
22 Vérités du 16 septembre 1911

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com